

Consultation ARCEP – Consultation publique sur le projet de décision – Marché de gros des services de diffusion hertzienne terrestre de programmes audiovisuels

Réponse towerCast

25 Mai 2012

Florent SADOT

tower**C**ast

46-50 Avenue Théophile Gautier

75016 PARIS

Email fsadot@towercast.fr

Tél. 01 40 71 78 23

Por. 06 16 77 86 50

Fax. 01 40 71 40 47



TABLE DES MATIERES

1.	LES OBLIGATIONS NON TARIFAIRES.....	1
1.1.	OBLIGATIONS D'ACCES	1
1.1.1.	La prestation Hébergement Sol.....	1
1.1.2.	La prestation DiffHF	3
1.1.3.	La prestation Energie Principal et Secours	7
1.2.	OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE ET DELAIS DE REPONSE	8
1.3.	LA CATEGORISATION PLUS FINE DES SITES.....	8
1.4.	LE MARCHÉ DU TRANSPORT	8
1.5.	LA DUREE DES CONTRATS.....	11
2.	SCHEMA DE REGULATION ET LISTE DES SITES NON REPLICABLES	12
2.1.	LE SCHEMA DE REGULATION.....	12
2.2.	LES SITES NON REPLICABLES	12
3.	LES OBLIGATIONS TARIFAIRES	14
3.1.	LE MODELE DE COUT	14
3.2.	LES NIVEAUX TARIFAIRES ACTUELS.....	14
3.3.	L'APPLICATION DE L'OFFRE DE REFERENCE	18
3.4.	LES « PENTES » TARIFAIRES	19
3.5.	LE TAUX DE REMUNERATION DU CAPITAL.....	19
4.	OBLIGATIONS DE SEPARATION COMPTABLE ET DE COMPTABILISATION DES COUTS	20
5.	LA REGULATION DU MARCHÉ FM / RNT	20
6.	ANNEXES.....	24

1. LES OBLIGATIONS NON TARIFAIRES

1.1. Obligations d'accès

towerCast souhaite rappeler le principe de régulation qui semble être suivi par l'ARCEP et qui se résume ainsi selon nous :

1. Favoriser l'émergence d'une concurrence en infrastructures qualifiée de totale, permettant la réplique des sites dits répliquables de TDF ;
2. Favoriser, lorsqu'elle est techniquement possible, l'émergence d'une concurrence en infrastructures qualifiée de partielle, s'appuyant sur les sites TDF historiques à défaut de pouvoir répliquer les sites TDF, permettant aux opérateurs alternatifs « une montée dans l'échelle des investissements » (Page 33 du projet de décision) afin de « prendre un maximum d'autonomie par rapport à l'opérateur puissant ». Cette concurrence partielle s'apprécie à travers notamment l'installation de système antenne de diffusion tiers, le raccordement au réseau ERDF et l'installation d'équipements électriques en propre permettant de fournir les prestations énergie principale et secours et la mise en place de baies outdoor ou shelters.

towerCast considère qu'il est encore possible de répliquer certains sites TDF mais il est nécessaire de tirer les conséquences de l'analyse marché faite : à savoir la non réplique de plus de 1 300 sites TDF en 7 années de concurrence. Il faut certes maintenir la concurrence qualifiée de totale et prendre des dispositions notamment tarifaires en ce sens mais également favoriser toutes les formes de concurrence partielles, seule alternative possible permettant d'apporter une concurrence efficace face à l'opérateur historique sur un nombre plus important de sites.

Toutes les formes de concurrences par les infrastructures totales ou partielles sont la garantie de la pérennité de notre indépendance vis-à-vis de TDF et permettent d'offrir au marché une réelle alternative différenciante vis-à-vis de l'offre TDF.

1.1.1. La prestation Hébergement Sol

L'ARCEP indique concernant la prestation d'Hébergement Sol: « Ainsi, TDF doit notamment proposer une prestation d'hébergement à des tarifs attractifs, dans des locaux suffisamment spacieux et aérés ».

L'ARCEP indique également : « Dans le cas où TDF est dans l'incapacité objective de répondre favorablement à une demande raisonnable d'accès en respectant les principes d'efficacité, de non-discrimination et de concurrence effective et loyale (par exemple par manque de place dans ses bâtiments ou des conditions d'hébergement qui ne seraient pas non-discriminatoires), elle doit proposer une offre d'hébergement « outdoor » sur ses sites, c'est-à-dire à l'extérieur de ses bâtiments ».

- Il est nécessaire de distinguer 2 cas :
 - 1/ les cas où effectivement, TDF est dans l'incapacité de proposer à towerCast un accueil au sein de ses bâtiments, dans des conditions

- techniques et tarifaires respectant les principes de l'article 3 du projet de décision et ;
- 2/ les cas où towerCast choisit de privilégier un hébergement outdoor pour des raisons économiques et logistiques.
- Dans le cas 2/, l'ARCEP doit selon nous reconnaître et encourager la concurrence générée par l'innovation que constitue le déploiement de baies outdoor broadcast à l'image de ce qui a été déployé par les opérateurs télécoms, sur les sites TDF notamment. L'ARCEP doit ainsi favoriser une telle innovation adaptée aux nouvelles technologies numériques et ne pas chercher à tout prix à vouloir maintenir, aux frais des opérateurs alternatifs, des bâtiments devenus trop grands et inadaptés. towerCast a déjà déployé plusieurs centaines de baies outdoor, à l'instar des opérateurs Télécom, sur des sites TDF répliquables uniquement et appartenant tant au réseau principal (sites de moindre importance) qu'au réseau secondaire.
 - Par ailleurs l'installation de ce type d'équipement outdoor vise également à industrialiser le déploiement des prestations de diffusion compte tenu des calendriers de déploiement très rapides imposés par le CSA et des volumes de sites importants concernés. Limiter cette forme de concurrence limitera la capacité en volume qu'aura towerCast à déployer de nouvelles prestations.
 - Les opérateurs Télécom ont massivement déployé au sein des emprises TDF des baies outdoor ainsi que des shelters outdoor : quel élément nouveau viendrait supprimer subitement cette possibilité ? Pour quelles raisons, TDF traiterai-il de manière différenciée ses clients Télécom de ses clients broadcast ?
 - Par ailleurs, qu'entend l'ARCEP par « *tarifs attractifs* » ? Quelle obligation tarifaire est imposée à TDF concernant cette prestation ? towerCast ne peut pas accepter une régulation qui lui imposerait d'être hébergé en indoor chez TDF à des tarifs non orientés coûts alors que la concurrence via les baies outdoor ou les shelters est possible à minima sur les sites de moindre importance de TDF et ce dans des conditions économiques qui lui sont plus favorables (cf. analyse transmise à l'ARCEP en octobre 2011 concernant le site d'Alès Mt Bouquet).
 - Enfin towerCast estime que les tarifs actuels d'hébergement indoor et outdoor sont très excessifs quelle que soit la catégorie de sites concernés répliquable ou non répliquable.
 - towerCast demande à l'ARCEP qu'elle n'autorise pas TDF à nous refuser une demande raisonnable d'hébergement Outdoor de nos équipements pour les sites où TDF pourrait pour autant proposer un hébergement indoor dans des conditions techniques et tarifaires respectant les principes de l'article 3 du projet de décision.
 - towerCast recommande ainsi le schéma suivant :
 - Favoriser un hébergement indoor pour les sites non répliqués associés à une Pmax supérieure ou égale à 50W (essentiellement des sites du réseau principal) avec une orientation vers les coûts de l'offre

Hébergement Sol Indoor / Outdoor pour ces sites, pour lesquels, compte tenu de la Pmax, il est difficile d'installer des baies outdoor et pour lesquels il est techniquement plus difficile d'installer un shelter outdoor (dû notamment aux pertes enregistrées entre le multiplexeur TDF et le shelter sans parler des contraintes administratives) ;

- Favoriser la concurrence partielle via les baies outdoor pour les autres sites avec la mise en place d'un tunnel tarifaire encadrant l'éviction et l'excessivité pour ces sites. Le développement de cette concurrence ne doit pas cependant inciter TDF à augmenter ses tarifs outdoor dans le seul but de contrer cette forme de concurrence (tarifs excessifs).

1.1.2. La prestation DiffHF

L'ARCEP indique dans son article 3 : « Pour les sites où les caractéristiques des pylônes de TDF permettent l'installation d'un système antenne alternatif dans des conditions respectant les principes d'efficacité, de non-discrimination et de concurrence effective et loyale, TDF n'est pas tenue de faire droit aux nouvelles demandes d'accès aux prestations de diffusion HF qui lui seront adressées à compter de la publication de la liste prévue à l'article 6. » towerCast est résolument contre cette disposition et pose les questions suivantes à l'ARCEP :

La faisabilité technique d'implantation d'un système antenne tiers

Comment l'ARCEP s'assure de la faisabilité d'implantation d'un système antenne tiers ayant strictement la même couverture que le système TDF compte tenu de l'obligation de « continuité pour tous » imposée par le CSA ? Il est nécessaire de garantir selon nous les points suivants pour définir la répliquabilité d'un système antenne :

- Proximité immédiate au système aérien TDF (linéaire disponible ou antenne existante qui n'est plus utilisée et qui peut être démantelée, à la charge de TDF) avec une charge antenne suffisante admissible à cette hauteur d'implantation.
- Pas de perte de population en couverture site vérifiée par TDF : « continuité pour tous » imposée par le CSA
- Pas de creux dans le diagramme antenne alternatif (1.5 dB maximum par rapport au diagramme TDF) : les contraintes mécaniques du pylône (notamment son rayon polaire) ne doivent pas avoir pour conséquence de générer des creux dans le diagramme antenne alternatif qui devrait alors compenser ces creux par un nombre plus important de panneaux que le nombre de panneaux de l'antenne historique.
- Dans le cas où la faisabilité est soumise au renforcement du pylône : ce renforcement doit être possible tant économiquement que d'un point de vue calendaire.

Actuellement, l'offre Hébergement Antenne n'inclut aucune offre au-delà de 70m. TDF devrait également pouvoir nous mettre à disposition les plans des pylônes concernés par la possibilité d'installation d'un système antenne afin de faciliter l'étude par l'opérateur alternatif de l'implantation de son système antenne : en effet, avec les informations

précédemment indiquées ainsi que ce type de document technique, il sera plus simple pour les opérateurs alternatifs de développer ces formes de concurrence partielles.

Par ailleurs, le CSA impose une contrainte de « continuité pour tous » imposant en pratique qu'aucun foyer, actuellement couvert, ne puisse perdre la réception TNT suite à la migration vers un site alternatif ou une antenne alternative. Aussi, les opérateurs de multiplexes nous demandent de nous assurer qu'il n'y a pas de pertes vis-à-vis de la couverture actuelle et dans l'hypothèse où il y aurait des pertes de prendre à notre charge l'accompagnement des téléspectateurs. Par conséquent, nous sommes contraints de réaliser des cartes de comparaison entre le système alternatif et le système actuel pour vérifier ce point. Il est donc important pour nous d'avoir accès aux diagrammes antennaires actuels et donc aux études DiffHF sur les canaux considérés.

Les aspects économiques et réglementaires

- Que fait-on des sites TDF actuellement opérés par des opérateurs alternatifs et qui s'appuient sur des antennes TDF, sites qui pourraient faire partie des sites pour lesquels il est possible d'installer une antenne de diffusion alternative ? TDF doit-il alors nous proposer l'équivalent d'une offre DiffHF régulée, au titre du maintien des accès déjà accordés (article 3) ?
- Dans les cas où l'implantation d'un système d'antenne alternatif est possible, à couverture équivalente à celle de TDF, il est économiquement justifié d'installer sa propre antenne uniquement à condition d'exploiter un nombre suffisamment important de diffusions TNT sur cette antenne alternative. Comment l'ARCEP souhaite-t-elle prendre en compte cette contrainte économique ?
- Dans l'hypothèse où un seul système antenne tiers peut être installé, que se passe-t-il si 2 opérateurs tiers font la même demande ? A défaut d'un autre mécanisme accepté par les parties, towerCast demande que le principe d'antériorité s'applique.
- Si TDF hébergeur n'est pas tenu de faire droit aux demandes d'accès aux prestations DiffHF pour les sites pour lesquels l'installation d'un système d'antenne alternatif est possible, comment TDF Diffuseur peut-il alors souscrire à cette prestation ? Est-ce à dire que seul TDF Diffuseur a accès à cette antenne TDF ? towerCast a par ailleurs quelques cas de duplication d'antenne pour lesquels au moins un multiplexe TNT n'a pas souhaité souscrire à l'antenne proposée par towerCast contrairement aux autres multiplexes

L'ARCEP indique à ce sujet dans le cadre des obligations de séparation comptable imposées à TDF, *« que la perspective de la suppression de l'obligation qui incombe à TDF de proposer l'offre « DiffHF-TNT » sur certains sites pourrait se traduire par une modification de sa pratique ; en effet, TDF a aujourd'hui recours à l'offre « DiffHF-TNT » dans ses protocoles de cession interne sur l'ensemble des sites ; désormais, elle pourrait ne plus avoir recours à l'offre « DiffHF-TNT » dans ses protocoles de cession interne sur les sites concernés par la suppression de l'obligation ».*

Si cette option devait être confirmée, elle ferait porter selon nous un risque

important sur le développement de la concurrence que l'on a qualifiée de totale.

En effet, 2 hypothèses sont alors possibles :

- TDF publie une offre DiffHF non régulée pour les sites pour lesquels il est possible de dupliquer l'antenne TDF auquel cas TDF a la possibilité de pratiquer des tarifs d'éviction visant à empêcher le développement d'un site alternatif dont il aurait eu connaissance.
- TDF publie une offre d'Hébergement Antennaire / Sol régulée (interdiction de pratiquer des tarifs d'éviction ou excessifs sur les sites répliquables). Dans l'hypothèse où TDF aurait l'obligation de souscrire à cette offre de gros pour son propre compte (cf. 3.3 de ce document), seule la partie Hébergement antenne serait alors régulée. La partie correspondant à l'investissement dans l'antenne / feeder / multiplexeur ainsi que les coûts d'exploitation ne serait alors pas régulée : TDF pourrait donc également pratiquer des tarifs d'éviction sur cette partie-là des coûts.

Ainsi, si TDF avait désormais la possibilité d'utiliser ses propres antennes, sans qu'il n'y ait de régulation *ex ante*, sur l'ensemble du périmètre de coûts permettant l'utilisation d'une antenne, pour les sites TDF pour lesquels il est possible d'installer un système d'antenne tiers, TDF aurait là l'opportunité de pratiquer des tarifs d'éviction afin d'empêcher la concurrence qualifiée de totale (réplication complète d'un site).

Le calendrier R7 R8

Le calendrier de déploiement R7 R8 peut grandement influencer le potentiel développement de systèmes antennaires alternatifs. En fonction de la rapidité de ce calendrier et du volume de sites concernés, towerCast modifiera son mix entre antennes TDF et antennes towerCast en propre, hébergées sur des sites TDF : les phases de déploiement R7 R8 / renégociation R1-6 correspondent de plus en plus à des phases régionales comprenant tous les sites d'une même région : aussi, même si un nombre important de sites TDF étaient susceptibles d'héberger des systèmes d'antenne alternatifs sur un même appel d'offre / phase de déploiement, la trop grande volumétrie et le calendrier de déploiement trop rapide limitera nécessairement le nombre de sites TDF proposés par towerCast avec ses propres antennes au profit de sites TDF s'appuyant sur les antennes TDF, et ce dans la perspective d'offrir une concurrence la plus importante possible. L'ARCEP en permettant à TDF de refuser une demande d'accès à ses antennes réduira ainsi la concurrence.

towerCast s'interroge également au regard des capacités d'études de TDF (implantation de systèmes alternatifs) versus le calendrier R7 R8 de déploiement pour lequel la volumétrie de chaque phase doit être prise en compte : TDF doit indiquer quelle est sa capacité d'étude fonction du temps et du volume de sites considérés. Le calendrier devra alors être revu si nécessaire.

Les études DiffHF

L'ARCEP indique par ailleurs : « Pour permettre aux opérateurs alternatifs de réaliser par

eux même l'ensemble des études de faisabilité qu'ils demandaient préalablement à TDF, et permettre à TDF de ne plus être tenu de proposer l'offre de « DiffHF-TNT », il apparaît nécessaire que TDF publie, dans un délai de quatre mois après l'entrée en vigueur de la présente décision, les principales caractéristiques techniques de ses sites ainsi que le cahier des charges technique et les règles d'ingénierie suivies par les techniciens de TDF lors de l'installation d'équipements sur ces pylônes. »

towerCast souhaite rappeler que TDF réalise déjà les études DiffHF pour tous les sites et pour tous les canaux dans la mesure où TDF répond sur tous les sites lors des appels d'offre. Les diagrammes antennaires proposés par TDF sont strictement identiques à ceux proposés par un opérateur alternatif hébergé chez TDF et raccordé à l'antenne TDF. Pour autant, un opérateur alternatif doit fournir à ses clients un dossier technique complet l'engageant notamment sur la couverture générée et les éventuelles synchronisations SFN, le CSA prenant ensuite des décisions d'agrément sur la base de ces dossiers techniques.

Par ailleurs, une version simplifiée de ces diagrammes antennaires, tout opérateur confondu est déjà rendue publique au travers des fichiers TVD alimentant la base CSA. Enfin, towerCast s'est déjà engagé à communiquer aux opérateurs lui en faisant la demande ses propres diagrammes antennaires (en 3D lorsque cela est nécessaire) à condition qu'il y ait bien réciprocité. En résumé, les diagrammes antennaires doivent être considérés comme une donnée publique, essentielle pour que les opérateurs techniques puissent s'assurer du bon fonctionnement de leurs propres sites : en effet, il est nécessaire par exemple de connaître les caractéristiques de diffusion d'un pilote pour analyser les conditions de reprise UHF d'un site piloté.

Au niveau de l'étude DiffHF, la seule différence entre TDF et un opérateur alternatif concerne les pertes entre le multiplexeur et l'émetteur dans la mesure où TDF n'accueille jamais un opérateur alternatif dans ses propres salles de diffusion (tout en imposant aux opérateurs alternatifs de cohabiter dans les mêmes salles). Cependant, cette perte varie assez peu, généralement entre 0.5 et 0.8 dB et l'étude théorique est bien souvent ajustée lors de la recette DiffHF. En résumé, towerCast estime que l'incertitude sur cette perte n'est pas de nature à modifier significativement les propositions techniques et tarifaires de towerCast lorsqu'il s'appuie sur un site TDF pour se positionner.

La proposition faite par l'Autorité concernant la réalisation des études DiffHF pourrait s'avérer contre-productif selon nous.

TDF indique par ailleurs page 73 de sa réponse à la consultation Bilan et perspectives : *« Par ailleurs, si TDF rendait publique les informations « brutes » relatives à ses sites, les opérateurs alternatifs devraient alors réaliser les études de faisabilité par eux-mêmes. Ainsi, leurs offres seraient de toute façon soumises à faisabilité technique « réelle » que seul TDF peut déterminer. Cette situation ferait perdre tout l'effet utile d'une telle mesure. »* En effet, même si l'opérateur alternatif réalise une grande partie du travail, la validation reste du ressort de TDF. En effet, dans le cadre des études d'Hébergement, 2 cas peuvent se présenter :

- Hébergement Antennaire : à partir du moment où towerCast connaît le pylône TDF (au travers de photos, de plans fournis par TDF, des éléments cités plus

haut), towerCast propose à TDF l'implantation de son propre système antenne, TDF n'ayant plus qu'à valider notre proposition.

- Hébergement Sol : dans le cas où towerCast est déjà hébergé chez TDF, towerCast peut être amené à modifier ses installations (ajout d'un nouvel émetteur, augmentation de puissance) ayant pour conséquences de modifier les infrastructures dans lesquelles il est hébergé (ajout de trémies, de dalles outdoor par exemple). Dans ces cas-là, c'est towerCast qui recommande à TDF des modifications d'infrastructures que TDF valide seulement (sans avoir à étudier comment il pourrait accueillir l'opérateur). Dans ces cas-là, il est nécessaire de réviser le montant de l'étude Hébergement facturée par TDF.

La facturation des études DiffHF

Par ailleurs, l'ARCEP indique dans son projet de décision que *« lorsque TDF fournit une offre de « DiffHF-TNT » sur les sites sur lesquels elle n'est plus tenue de le faire, il lui appartiendra de définir le mode de tarification adéquat pour les études de « DiffHF-TNT »*. L'ARCEP indiquait en 2009 dans sa décision n°09-0484 : *« afin de favoriser le développement de la concurrence sur le marché aval, il apparaît souhaitable que TDF ne facture pas de frais d'études aux diffuseurs alternatifs sans que ceux-ci n'aient été préalablement retenus par le multiplexe correspondant, pour un site donné, sur le marché de gros aval »*.

À ce titre, l'Autorité de la concurrence estimait en 2009 que *« la proposition d'inclure les frais d'études dans les coûts récurrents, seul l'opérateur remportant le contrat devant payer les frais, semble également devoir être soutenue car elle permettra notamment de rendre plus autonomes les stratégies des acteurs alternatifs. Plusieurs de ces opérateurs ont, en effet, indiqué au cours de l'instruction que leurs demandes d'études à TDF pouvaient permettre à cette dernière société d'avoir une connaissance des sites sur lesquels ses concurrents souhaitaient a priori se positionner. À ce titre, il ressort également que la société TDF pratique généralement des prix élevés dans les zones où elle n'attend aucune concurrence et, inversement, des prix compétitifs dans celles où des offres potentielles peuvent être déposées. »*

towerCast demande à l'ARCEP de ne pas remettre en cause le principe de facturation des études DiffHF.

1.1.3. La prestation Energie Principal et Secours

towerCast n'a jamais souscrit aux prestations de fourniture d'énergie principale / secours de TDF (sauf à quelques rares exceptions – site hébergeant des activités militaires par exemple ou sites particuliers type Bordeaux Caudéran ou Cannes Vallauris), que ce soit sur les sites répliquables ou non répliquables (malgré l'orientation vers les coûts pour ces derniers).

towerCast est ainsi systématiquement arrivé à la conclusion qu'il était plus intéressant de souscrire en direct auprès des fournisseurs d'énergie quitte dans certains cas à recourir à des extensions de réseau auprès d'ERDF. Aussi, de manière similaire aux autres formes

de concurrence partielle, towerCast recommande de considérer cette partie des infrastructures TDF comme étant répliquable et de ne pas l'orienter vers les coûts, et d'imposer une obligation de non éviction et une interdiction de pratiquer des tarifs excessifs, afin que la concurrence partielle en infrastructures puisse continuer à s'exprimer sur cette partie.

Néanmoins, il convient d'isoler quelques sites TDF exceptionnels pour lesquels il ne serait pas raisonnable d'envisager un raccordement en propre (Cas des sites situés sur des emplacements exceptionnels : Toulouse Pic du Midi, Paris Tour Eiffel, Aiguille du Midi, Avignon Mt Ventoux etc.) ou des sites pour lesquels des obligations particulières incomberaient à TDF.

1.2. Obligations de transparence et délais de réponse

Le délai de publication d'un mois avant la réponse aux appels d'offre n'est pas suffisant compte tenu du volume de sites concernés par chaque phase de déploiement R7 R8:

- Phase 1 R7 R8 : 125 sites
- Phase 2 R7 R8 : 104 sites
- Phase 3 R7 R8 : 155 sites
- Phase 4 R7 R8 : 87 sites
- Phase 5 R7 R8 : 34 sites

Soit 505 sites à déployer entre novembre 2012 et avril 2013 avec le calendrier R7 R8 actuel alors qu'il n'y a toujours aucun appel d'offre en vue et que les multiplexes R7 R8 ne sont toujours pas constitués.

1.3. La catégorisation plus fine des sites

towerCast renvoie l'Autorité à sa précédente réponse à ce sujet ainsi qu'aux propos tenus devant le conseil de l'Autorité.

1.4. Le marché du transport

Une situation discriminatoire

towerCast est en désaccord avec l'Autorité lorsqu'elle écrit dans sa consultation Bilan et Perspectives : « *la vente de cette prestation apparaît comme totalement dissociée de la vente de la diffusion* ». L'Autorité reconnaît d'ailleurs elle-même « *Néanmoins, elle utilise les sites de l'opérateur historique et transporte les signaux des chaînes jusqu'à ces sites* ». Le raccordement à TMS d'un site alternatif se traduit ainsi nécessairement par un surcoût lié à l'acheminement du signal TMS du site de TDF vers le site alternatif.

La seule manière d'avoir deux marchés complètement distincts Transport d'une part et Diffusion d'autre part serait d'imposer à l'opérateur de transport, le raccordement TMS des sites de diffusion (uniquement ceux que l'opérateur de multiplexe souhaite raccorder), peu importe si le site de diffusion est un site historique TDF ou un site alternatif et ce sans surcoût au niveau du contrat de transport. Sinon, le raccordement à

TMS des sites alternatifs, imposé et négocié en pratique lors des appels d'offre Diffusion est discriminatoire, TDF n'ayant pas à le supporter.

C'est d'ailleurs ce que GR1 a semble-t-il contractuellement imposé à TDF. GR1 indique dans son cahier des charges techniques de 2010 : « *A l'heure actuelle, GR1 a décidé d'utiliser un secours terrestre en utilisant le réseau de la société TDF appelé TMS (Transport-Multi Services). Le signal TMS sera soit mis à disposition du candidat dans les locaux de l'hébergeur TDF ou opérateur tiers sur le site historique, soit mis à disposition dans le site tiers par la société TDF, sous forme d'un flux ASI* ». Mais GR1 indique également dans ce même cahier des charges : « *Chaque situation fera l'objet d'une étude de faisabilité. La société TDF pourra proposer une offre de livraison du flux GR1 dans TMS à GR1* :

- a) *Sur le POP TMS,*
- b) *Sur le dernier lien TMS existant, c'est-à-dire le site de diffusion historique,*
- c) *Sur le site du candidat en livrant le signal TMS avec le dernier lien ou bond. »*

Cette formulation peut, selon nous, sous-entendre que le raccordement à TMS d'un site alternatif représente bien un surcoût pour GR1, par rapport au contrat de transport précédemment négocié permettant le raccordement des sites TDF.

En pratique, les opérateurs de multiplexe TNT autres que GR1 ayant retenu TMS (R2 R3 R5 R6) imposent aussi aux opérateurs techniques le raccordement à TMS des sites de diffusion pour lesquels ils ont retenu ce mode de transport :

- SMR6 indique par exemple dans ses appels d'offre Diffusion: « *Depuis le 30 octobre 2008, SMR6 a retenu une solution de sécurisation de son réseau de transport par voie terrestre. Ce réseau opéré par TDF et dénommé TMS permet d'alimenter 113 sites dont la liste est donnée en annexe 2. Lorsque ce service est disponible sur un site de diffusion, son raccordement est obligatoire.* »
- CNH indique dans ses appels d'offre Diffusion: « *Le Prestataire devra chiffrer la mise en œuvre d'un raccordement au réseau de Transport Multi-Services TMS de TDF* ».

L'Autorité indique d'ailleurs page 53 de sa consultation Bilan et Perspectives : « *sur un site du réseau complémentaire, cette prestation pourrait faire augmenter les coûts des opérateurs alternatifs de 20%, ce qui constituerait une barrière difficilement franchissable.* » Ce surcoût peut en fait être bien plus important : pour rappel l'hébergement d'un faisceau hertzien de moins de 60cm à une hauteur inférieure à 70m est vendu 2 646 € HT/an par TDF soit pour un bond FH, 5 292 € HT/an uniquement au titre de l'hébergement, et ce pour un seul bond sachant qu'une liaison complète peut être composée de plusieurs bonds, alors qu'une diffusion sur le réseau secondaire est bien souvent vendue moins de 10 k€ HT/an tout compris excepté le transport éventuel. Enfin, même si sur un site plus important, ce surcoût peut représenter un surcoût de l'ordre de quelques pourcents de l'offre complète, cela constitue un handicap supplémentaire pour l'opérateur alternatif, compte tenu de la fragilité des opérateurs alternatifs face à l'opérateur dominant TDF.

Cas particulier des plaques SFN de GR1

Par ailleurs, dans le cas des plaques SFN GR1, pour lesquelles, il est obligatoire d'assurer la synchronisation des sites pilotes via des moyens de transport terrestre, GR1 indique : « Il appartiendra également au candidat d'inclure dans son offre les moyens de transmission permettant l'acheminement du signal entre le site d'émission pilote et le site d'émission asservi.

L'offre du candidat devra détailler l'ensemble des moyens mis en œuvre pour le fonctionnement de la solution SFN liant un site d'émission pilote distant et le site d'émission objet du présent marché. Il est demandé dans le descriptif technique du présent marché de détailler :

- *les moyens mis en œuvre sur le site d'émission pilote pour la solution SFN proposée par le candidat,*
- *les moyens de transmission associés à cette solution SFN,*
- *les moyens complémentaires sur le site d'émission asservi objet du présent marché propres à la solution SFN ».*

Le cas particulier des plaques SFN GR1 doit, selon nous, être considéré avec attention compte tenu des évolutions de la planification du CSA. Des plaques géographiques historiquement MFN lors du plan transitoire et du plan de passage deviennent progressivement SFN lors de la mise en place du plan cible.

[Secret des affaires]

Recommandation towerCast

towerCast estime ainsi que diffusion et transport sont intimement liées, en particulier pour les multiplexes GR1 et MR5, dans la mesure où uniquement les sites TDF sont raccordés au réseau de transport TMS. En complément des demandes déjà formulées par towerCast dans sa réponse précédente, towerCast estime également nécessaire et proportionné :

- D'imposer à l'opérateur de Transport, le fait de devoir assurer le transport terrestre vers un site de diffusion, quel que soit l'opérateur et le site de diffusion retenu, et ce sans surcoût au niveau du contrat de transport, afin d'avoir réellement 2 marchés, Transport et Diffusion, distincts. Cette obligation éviterait toute forme de discrimination lors des appels d'offre Diffusion.
- De considérer le Transport TMS comme une ressource associée au sens de l'Article L32 19°: « On entend par ressources associées les infrastructures physiques et les autres ressources associées à un réseau de communications électroniques ou à un service de communications électroniques, qui concourent ou peuvent concourir à la fourniture de services via ce réseau ou ce service ». D'imposer, en conséquence à TDF, la possibilité d'accès à des prestations de service « Transport TMS inter sites» dans des conditions économiques non discriminatoires, prestations que l'on pourrait considérer comme des prestations de service connexes au même titre que les prestations d'énergie déjà fournies par TDF.

- D'imposer à TDF, une prestation de raccordement au réseau TMS au niveau de points d'interconnexion pouvant correspondre aux sites de diffusion mais également à des points d'interconnexion régionaux ou nationaux (backbone), afin de permettre à terme le développement d'une concurrence, notamment régionale, face à l'offre nationale de transport TMS. L'offre existante de raccordement au réseau TMS doit ainsi faire l'objet d'une publication et être orientée vers les coûts.

1.5. La durée des contrats

towerCast soutient complètement la proposition faite par l'ARCEP d'utiliser les infrastructures TDF à titre temporaire (cela devrait d'ailleurs être rendu possible par la mise en place de tarifs annuels). Il peut en effet s'avérer compliqué d'aligner le processus de développement d'une infrastructure alternative avec celui des différents appels d'offre. Aussi, il doit être imposé à TDF la publication d'une offre correspondant à des durées différentes de 5 ans, quitte à s'appuyer sur les coûts annuels sous-jacents et sans pour autant ajouter des pénalités financières de sortie.

2. SCHEMA DE REGULATION ET LISTE DES SITES NON REPLICABLES

2.1. Le schéma de régulation

Le choix de l'option 1 qui avait été plébiscitée par towerCast ne doit pas occulter au nom du principe de continuité les 2 faits suivants :

1. Le fait que de nombreux sites faisant partie de la liste des sites répliquables ne sont en réalité pas répliquables et ce sur la base de motifs et fondements parfaitement légaux. Aussi towerCast recommande une mise à jour de cette liste au regard des éléments fournis par les opérateurs alternatifs qui ont échoué dans la construction d'infrastructures alternatives.
2. Plus de 1 300 sites n'ont pas été répliqués et plus de 1000 ne font l'objet d'aucune concurrence ni en service, ni en infrastructures ce qui assure une rente à TDF, compte tenu du fait qu'une faible partie d'entre eux (sites non répliquables) font l'objet d'obligations tarifaires contraignantes. Aussi, pour les sites répliquables, towerCast recommande non seulement d'encadrer le niveau tarifaire d'éviction mais d'encadrer également le niveau tarifaire correspondant à l'excessivité.

2.2. Les sites non répliquables

La liste des sites non répliquables

towerCast renvoie sur ce point à la note fournie en Annexe 1 et cosignée par l'ensemble des opérateurs alternatifs. towerCast souhaite que l'Autorité tire les conséquences de son analyse qui est fidèle à ce qui est constaté dans les faits : l'existence de barrières à l'entrée qui vont bien au-delà des simples barrières économiques et l'absence de concurrence en infrastructures sur plus de 1 300 sites TDF, qui en l'état des remèdes tarifaires proposés, assureront une confortable rente à l'opérateur dominant historique.

towerCast réfute également les deux propos suivants de l'Autorité concernant la liste des sites non répliquables :

- L'ARCEP indique dans son projet de décision « *En 2009, l'Autorité avait toutefois exclu de la liste certains sites respectant ce critère, mais pour lesquels elle disposait d'éléments complémentaires l'amenant à considérer qu'il était possible de les répliquer.* » Aucun de ces éléments complémentaires n'a été révélé aux acteurs de ce marché. En 2012, des sites de grande hauteur considérés comme répliquables ne sont toujours pas répliqués : Villers Cotterets, Wissembourg, Sarrebourg, Hirson, Longwy, Epinal, Argenton, Mâcon, Maubeuge, St Etienne Guisay.
 - L'exemple des sites de St Etienne Guisay et Villers Cotterets est intéressant : si towerCast a bien un site FM à St Etienne Guisay, celui-ci n'est pas éligible pour l'activité TNT compte tenu de la couverture qu'il générerait et towerCast ne l'a d'ailleurs jamais proposé en appel d'offre TNT. Emmetel a eu par le passé un projet de site pour remplacer le site

TDF de Villers Cotterets : ce site proposé aux opérateurs de multiplexe en plan transitoire n'a pas été retenu par ces derniers compte tenu du défaut de couverture qu'il générerait également. towerCast considère que ce type d'informations, pour classer ces sites comme étant répliquables, ne sont pas pertinentes.

- Par ailleurs, l'Autorité a arbitré en 2011, en faveur de towerCast, le différend qui l'opposait à TDF concernant le site TDF d'Annecy Belvédère. Pourquoi l'ARCEP ne tient-elle pas compte de ces nouveaux éléments pour amender la liste des sites non répliquables et considérer le site d'Annecy comme étant non répliquable ?
- L'Autorité indique également : « *Sur ce point [refus administratifs], si plusieurs acteurs font valoir qu'il existe des contraintes administratives liées aux refus d'implantation opposés par des collectivités, l'Autorité rappelle qu'un maire ne peut refuser l'implantation d'un pylône qu'en se fondant sur les réglementations applicables, notamment en matière d'urbanisme et de droit de l'environnement.* »

L'Autorité semble considérer que la plupart des motifs d'échecs concernant la répliquabilité des sites TDF seraient illégaux et qu'il serait ainsi juridiquement risqué de proposer un remède tarifaire si le refus de délivrance d'autorisation était jugé illégal. Cette appréciation de la situation est selon nous erronée. Même si certains refus administratifs ne sont effectivement pas motivés, d'autres le sont parfaitement et s'appuient par exemple sur un PLU ou POS parfaitement légal. Par ailleurs, au-delà du PLU, l'absence de foncier disponible ne permet pas non plus de construire. towerCast renvoie ainsi à la note fournie en Annexe 1.

Mécanisme de transition des contrats non répliquable <-> répliquable

towerCast avait proposé des mécanismes de transition des contrats non répliquables <-> répliquables. towerCast demande à l'Autorité que les propositions faites dans le cadre de sa réponse à la consultation Bilan et Perspectives soient reprises.

3. LES OBLIGATIONS TARIFAIRES

3.1. Le modèle de coût

towerCast s'associe pleinement à l'objectif de transparence des tarifs et de leurs évolutions possibles, que la mise en place d'un modèle technico-économique pourrait permettre d'atteindre. Pour autant, son utilisation concrète doit être clarifiée, la définition des pentes explicitées au risque sinon d'apporter ni la transparence, ni la visibilité escomptée.

Par ailleurs, quels coûts, quelles hypothèses de dimensionnement, quelles règles d'ingénierie, quelle méthode d'allocations des coûts, quelles clés d'allocation seront retenues par l'Autorité au niveau du modèle sachant que towerCast a émis de nombreux commentaires sur le modèle proposé ? towerCast demande à ce que l'Autorité organise des groupes travail entre opérateurs techniques afin d'étalonner l'outil.

3.2. Les niveaux tarifaires actuels

On ne peut pas selon towerCast utiliser un modèle de coût pour anticiper les variations possibles des tarifs et donner de la visibilité aux acteurs de ce marché sans avoir vérifié au préalable que le modèle de coût construit était pertinent au regard des tarifs actuels.

Les tarifs des sites répliquables vs. non répliquables

Dans le cas des sites non répliquables, les hypothèses d'investissement et de dimensionnement efficaces fournies par le modèle de coût doivent permettre selon nous de challenger les tarifs TDF actuels et de les faire tendre vers un modèle de coût efficace. L'Autorité semble d'ailleurs partager cet objectif.

towerCast, au regard de son expérience, juge excessif le niveau tarifaire actuel des sites non répliquables, compte tenu notamment du fait que nous sommes en présence d'actifs, pylônes, bâtiments et terrains qui, bien souvent, ne nécessitent pas d'être renouvelés mais maintenus seulement. L'utilisation du modèle fourni par l'Autorité en atteste : en utilisant la méthode des Coûts en Remplacement de Filière, les niveaux tarifaires que le modèle fournit pour les sites non répliquables sont en dessous des tarifs actuels de TDF fabriqués à partir de la méthode des Coûts Courants Economiques : ce ne peut être dû uniquement au fait que les locaux historiques de TDF ne sont plus adaptés aux nouvelles technologies numériques.

Il est d'ailleurs notable de constater, qu'à configuration technique équivalente, il y a très peu d'écart de prix entre un site répliquable et un site non répliquable – dans les 3 exemples ci-dessous le tarif DiffHF d'un site répliquable est moins élevé que celui d'un site non répliquable alors que ces sites ont des configurations TNT et FM comparables.

- **Argenton Malicornay (site R) vs. Alençon Mont d'Amain (site NR) ou Guéret St Léger (site NR)**
 - Argenton Malicornay R – ODR 2011 : 117 540 €HT/an
 - Site haubané
 - 6 Mux TNT : antenne TNT à 199m / 48 Panneaux / Pmax 500W

- 4 Fréquences Radio France : antenne FM à 175 m / 2 panneaux dans Az 10° 100° 190° et 280° / PAR 4 kW et Tx 2 kW
- Alençon Mt d'Amain NR – ODR 2011 : 119 928 €HT/an
 - Site haubané
 - 6 Mux TNT : antenne TNT à 199m / 48 Panneaux / Pmax 500W
 - 3 Fréquences Radio France : antenne FM à 164 m / 16 Panneaux / PAR 6 kW et Tx 2 kW
- Guéret St Léger NR – ODR 2011 : 119 928 €HT/an
 - Site haubané
 - 6 Mux TNT : antenne TNT à 199m / 48 Panneaux / Pmax 500W
 - 5 Fréquences Radio France : 1 antenne FM à 175 m / 16 Panneaux / PAR 10 kW et Tx 2 kW (4 fréquences) et 1 antenne FM à 63m (2 dipôles – PAR 1 kW)
- **Aurillac Labastide (site R) vs. Besançon Montfaucon (site NR)**
 - Aurillac Labastide R – ODR 2011 : 65 534 €HT/an
 - Site autoportant
 - 6 Mux TNT : antenne TNT à 73m / 48 Panneaux / Pmax 2500W
 - 3 Fréquences Radio France : antenne FM à 30 m / 14 Panneaux / PAR 7 kW et Tx 2 kW
 - Besançon Montfaucon NR – ODR 2011 : 81 797 €HT/an
 - Site haubané
 - 6 Mux TNT : antenne TNT à 74m / 48 Panneaux / Pmax 2500W
 - 4 Fréquences Radio France : antenne FM à 38 m / 4 étages panneaux de 2 doublets Az : 25, 115, 205, 295° / PAR 13 kW et Tx 2 kW
- **Hirson Landouzy (site R) vs. Amiens St Just (site NR), Tours Chissay (NR) ou Abbeville Limeux (NR)**
 - Hirson Landouzy R – ODR 2011 : 125 393 €HT/an
 - Site haubané
 - 6 Mux TNT : antenne TNT à 198m / 48 Panneaux / Pmax 2500W
 - 4 Fréquences Radio France : antenne FM à 167 m / 4 faces * 1 étage panneau 2 doublets Az : 10°, 130°, 220°, 310° / PAR 3 kW et Tx 2 kW
 - Amiens St Just NR – ODR 2011 : 135 831 €HT/an
 - Site haubané
 - 6 Mux TNT : antenne TNT à 199m / 48 Panneaux / Pmax 2500W
 - 4 Fréquences Radio France : 1 antenne FM à 169 m / 2 étages*4 faces Az 70°, 160°, 250°, 340° / PAR 15 kW et Tx 2 kW et 1 antenne FM à 91m / 1 étage panneau 1 doublet*1 face Az : 40° / PAR 1 kW et Tx 1 kW
 - Tours Chissay NR – ODR 2011 : 135 831 €HT/an
 - Site haubané

- 6 Mux TNT : antenne TNT à 199m / 48 Panneaux / Pmax 2500W
- 4 Fréquences Radio France : 1 antenne FM à 166 m / 4 étages*4 faces Az 3, 93, 183, 273°/ PAR 9 kW et Tx 2 kW

La mise en place d'un modèle de coût efficace associée au caractère nécessairement intrusif de la régulation ne devrait ainsi pas assurer nécessairement selon nous une continuité des tarifs TDF entre le cycle 2 de régulation et le cycle 3 : aussi towerCast réfute l'affirmation de l'Autorité selon laquelle « *En permettant de s'appuyer le plus souvent sur les niveaux tarifaires actuels et connus, une modification marginale de la liste des sites non-réplicables minimise donc la perturbation des projets précédemment établis par les opérateurs en place* ».

Par ailleurs, l'Autorité indique Article 7 de son projet de décision : « *Les modalités techniques et tarifaires prévues par l'offre de référence pour l'année 2012 entrent en vigueur dès la publication de celle-ci. Les conventions conclues antérieurement à la publication de l'offre de référence sont mises en conformité avec celle-ci dans les deux mois suivant sa publication.* » Aussi cette décision fournit un bon exemple de discontinuité quant aux contrats en cours conclus sous le cycle 1 ou 2 de régulation.

Uniquement l'opérateur historique en place serait ainsi favorisé par une absence de modification de la liste actuelle des sites non réplicables. Retenir l'option 1 de régulation proposée par l'Autorité, sans modification de la liste actuelle des sites non réplicables, conduirait à accorder à TDF une rente injustifiée « *en autorisant ainsi TDF à maintenir des prix élevés de manière persistante sur un nombre important de sites qui demeureraient non répliqués* ». Cette hypothèse est en fait une réalité dans la mesure où l'ARCEP indique concernant les sites réplicables qu'elle « *constate une forte dispersion autour de la moyenne des taux de marge pour chaque site.* » Dans le cas des renégociations R1-6 ou des déploiements R7 R8 qui vont faire l'objet d'appels d'offre massifs organisés par région, ce schéma de régulation, s'il devait être confirmé, pourrait donner à TDF des marges commerciales significatives lui permettant d'évincer la concurrence.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où l'on prenait l'ODR 2011 comme point de départ, on prendrait alors mal en compte l'arrivée de R7 R8 puisque le calendrier effectif de déploiement de R7 R8 sera selon toute vraisemblance plus rapide que le calendrier prospectif pris par TDF en 2011 : l'ODR 2011 ne saurait alors être considérée comme donnant « *les valeurs maximales des tarifs que TDF devra proposer pour ses offres d'accès sur les sites non réplicables* » comme l'indique l'Autorité page 42 de sa consultation. Le CSA prévoit à ce stade les phases 1 à 8 de déploiement R7 R8 entre fin 2012 et fin 2013 soit 684 sites dont 72 sites importants (phases 1a 2a ...8a) alors que TDF dans ses hypothèses prospectives 2011 prévoyait le déploiement de 35 sites importants et 366 sites du réseau secondaire. Cette remarque devrait également s'appliquer sur les tarifs des sites réplicables.

De même, en 2012, le CSA a imposé la mise en place du plan de fréquences dit « *ajusté* » suite au passage au tout numérique des anglais. Ce plan de fréquences aura notamment comme conséquences, la migration de plusieurs multiplexes depuis des antennes spécifiques issues du plan transitoire vers des antennes sommitales permettant de diffuser une plus forte puissance sur une zone plus étendue qu'avant. C'est le cas notamment sur les sites NR suivants opérés par towerCast : Caen Mt Pinçon (R2 et R5

passant de TVSP 1 et 2 à TV123), Le Havre (R3 R5 de TV56 à TV123), Neufchâtel (R2 de TVSP à TV123), Boulogne Mt Lambert (R4 R5 de TV56 à TV123), Lille Bouvigny (R5 de TVSP à TV123). Pour autant, ces évolutions significatives n'ont fait l'objet d'aucun ajustement tarifaire : TDF les avait-elle prises en compte de manière prospective dans l'ODR 2011 toujours en vigueur ? De la transparence est nécessaire concernant les hypothèses réseaux prises en compte par TDF dans ses hypothèses prospectives.

Enfin, après analyse des ODR 2010 et 2011 de TDF pour les sites RP non répliquables, le coût annuel 2011 prévu dans l'ODR 2010 était d'environ 48 M€ pour l'ensemble des diffusions du périmètre RP NR. Le coût annuel 2011 de l'ODR 2011 était quant à lui de 54.6 M€ environ. Il est à priori exclus que cette hausse puisse être liée à R7 R8 dont le déploiement était prévu par TDF à partir de 2013. Comment explique-t-on une hausse de 14% des coûts annuels de TDF pour l'année 2011 entre l'ODR 2010 et l'ODR 2011 ? Comment les hypothèses d'investissement TDF sont-elles notamment contrôlées ?

L'évolution des tarifs des sites répliquables

Dans le cas des sites répliquables, towerCast accueille très favorablement la proposition de tunnel tarifaire faite par l'Autorité. En effet, le modèle de coût doit permettre de définir les tarifs d'éviction ainsi que les tarifs excessifs et d'encadrer par-delà la liberté tarifaire de TDF qui bénéficie d'une rente de monopole sur plus de 1 300 sites non répliqués (soit 81% des sites de diffusion).

Ce tunnel doit selon nous ne pas être trop large afin d'éviter les stratégies opportunistes de TDF. Nous avons constaté à de trop nombreuses reprises, lors du dernier cycle de régulation, que TDF ajuste ainsi ses tarifs à la hausse ou à la baisse dans des proportions très significatives, afin de limiter la concurrence en infrastructure qui s'est développée ou qui cherche à se développer.

Pour autant, towerCast ne comprend pas pour quelles raisons, il serait nécessaire d'assurer une continuité avec les tarifs actuels en n'utilisant pas le modèle de coût actuel pour définir tant les niveaux d'éviction que les niveaux excessifs. towerCast considère en effet que le modèle de coût doit aussi permettre de définir le niveau tarifaire correspondant à l'excessivité.

L'Autorité indique d'ailleurs que « *Jusqu'à présent, les niveaux correspondant à des tarifs excessifs ou à des tarifs d'éviction n'avaient pas été matérialisés* ». C'est d'autant plus vrai que TDF s'est déjà autorisé une grande liberté tarifaire au cours du second cycle de régulation :

- L'évolution entre 2006 et 2010 des tarifs DiffHF pratiqués par TDF sur des sites déjà répliqués par towerCast sur le réseau principal TNT (- 36% en moyenne).
- L'évolution du tarif des dalles outdoor entre 2008 et 2009 (+300%) face au fort développement de towerCast dans les baies outdoor.
- L'évolution des tarifs d'hébergement des systèmes antenne tiers (> +20%) face au fort développement de towerCast dans ses propres antennes hébergées sur les sites TDF, cela étant conjuguée au fait que cette hausse ne se répercute pas sur les tarifs DiffHF TDF des antennes TDF (- 2.5% en moyenne).

Ne pas remettre en question le niveau tarifaire actuel revient à valider ces pratiques. Ces dérives doivent, selon nous, être corrigées dès l'entrée en vigueur du cycle 3 de régulation.

« L'Autorité considère ainsi que si TDF s'abstenait, pour un site donné, d'augmenter ses tarifs d'une année à l'autre de plus de 10%, il y aurait présomption de respect de l'obligation de ne pas pratiquer des tarifs excessifs. » : l'application de ce principe au cycle 2 aurait ainsi conduit l'ARCEP à considérer que l'augmentation de plus de 20% des tarifs d'hébergement d'antenne de diffusion alternative entre l'ODR 2010 et l'ODR 2011 et l'augmentation de plus de 300% des dalles outdoor entre le cycle 1 2009 et le cycle 2 2009 étaient donc suspectes et qu'il y avait donc une forte présomption de non-respect de l'obligation de ne pas pratiquer des tarifs excessifs !

towerCast souhaite ainsi que des hypothèses très précises (prise en compte d'une ou plusieurs activités ou encore nombre de multiplexes par exemple), connues par l'ensemble des opérateurs alternatifs soient utilisées pour paramétrer le modèle de coût et fournir ainsi des niveaux tarifaires correspondant aux niveaux d'éviction et d'excessivité, niveaux qui pourront alors être imposés à TDF. towerCast souhaite ainsi que l'excessivité soit fixée en niveau à partir du modèle de coût et non pas seulement à travers l'analyse de la dynamique pluriannuelle des tarifs TDF.

3.3. L'application de l'offre de référence

towerCast pose la question suivante : TDF doit-il s'appliquer son offre d'hébergement Antenne ou Sol pour fabriquer ses tarifs de prestations de service de gros DiffHF et Groupe électrogène ?

TDF propose dans son offre de gros amont des offres de services DiffHF et Groupes électrogènes ainsi qu'une offre de gros Hébergement au sol (Hébergement Sol) ou dans le Pylône (Hébergement Antenne) présentées sous la forme d'un prix au m² au sol ou dans le pylône.

towerCast lorsqu'il souhaite installer ses propres antennes ou son propre groupe électrogène se voit appliquer par TDF l'offre Hébergement Pylône / Sol fonction des m² utilisés. towerCast ensuite y ajoute ses investissements (le système antenne / feeder / multiplexeur ou le groupe électrogène) et ses coûts d'exploitation et propose alors une offre de service concurrente de l'offre de service de gros TDF DiffHF et Groupe Electrogène.

towerCast a démontré notamment dans sa réponse à la consultation Bilan et Perspectives qu'une augmentation significative de l'offre Hébergement Antenne ou Sol n'avait pas d'impact sur l'offre tarifaire DiffHF ou Energie secourue.

Par exemple, entre le cycle 1 et le cycle de 2 de régulation, l'offre Secours d'énergie de TDF est restée identique (cf. offres de référence 2009 cycle 1 et 2009 cycle 2). 2 commentaires :

- L'obligation tarifaire d'orientation vers les coûts pour les sites NR n'a eu strictement aucun impact sur l'offre tarifaire Energie Secourue.

- L'augmentation des tarifs d'Hébergement Sol entre les offres de référence 2009 cycle 1 et 2009 cycle 2 pour les sites RP NR (pour l'hébergement indoor : + 68% passant de 3042 €/an l'équivalent baie indoor à 5113 €/an et pour l'hébergement outdoor : + 123% passant de 978 €/an à 2184 €/an la dalle outdoor de 4m²) n'a eu aucun impact non plus sur l'offre de service Energie secourue de TDF.

Ces exemples démontrent que jusqu'à maintenant, TDF ne s'appliquait pas les hausses ou les baisses de ses tarifs hébergement Antenne ou Sol dans ses tarifs de gros amont DiffHF ou Energie secourue. Or l'obligation imposée à TDF Hébergeur d'utiliser son offre de gros d'Hébergement Antenne ou Sol pour fabriquer ses offres de services de gros DiffHF ou Energie secourue est la garantie de la pérennité de ces formes de concurrence partielles. Si TDF n'a pas l'obligation de s'appliquer son offre d'hébergement antenne ou sol pour fabriquer ses propres tarifs de prestations de gros DiffHF et Groupe électrogène respectivement, TDF peut alors augmenter ses tarifs d'hébergement Pylône / Antenne sans pour autant se répercuter ces hausses dans ses tarifs de gros amont DiffHF et Groupe Electrogène, ce qui a pour effet de limiter la concurrence partielle.

towerCast estime nécessaire d'imposer une contrainte de non éviction entre les différentes offres de TDF qui permette à un opérateur tiers d'offrir un offre équivalente à DiffHF / Energie principale et secours sur tous les sites de TDF (réplicables ou non), comme l'ARCEP l'avait imposé entre les tarifs de l'offre Bitstream et de Dégroupage.

3.4. Les « pentes » tarifaires

towerCast s'associe au principe exposé par l'Autorité de la définition de pentes visant à partir du modèle de coût, à encadrer l'évolution possible des tarifs TDF et donner ainsi plus de la visibilité aux acteurs. Mais comment les pentes sont-elles définies ? Quels coûts sont pris en compte ? Quelles hypothèses de dimensionnement sont retenues ? Quelle méthode d'allocation des coûts ?

[Secret des affaires]

Selon nous, le modèle tarifaire péréqué de TDF ne doit pas être utilisé pour augmenter les tarifs des sites TDF répliquables non répliqués, suite à la réplication d'autres sites appartenant à la même catégorie de sites. Sinon, TDF ne subit en réalité aucune concurrence réelle sur le marché de gros compte tenu, au final, du faible taux de réplication des sites (Plus de 1300 sites n'ont pas été répliqués). towerCast n'a pas à payer l'inefficacité de TDF. Si TDF perd des parts de marché sur le marché de gros, TDF doit procéder à un nécessaire ajustement de ses coûts. Si tel n'était pas le cas, la régulation mise en place irait à l'encontre du principe d'efficacité.

3.5. Le taux de rémunération du capital

L'Autorité doit procéder à une consultation publique sur le sujet.

4. OBLIGATIONS DE SEPARATION COMPTABLE ET DE COMPTABILISATION DES COUTS

L'Autorité indique Page 40 de son projet de décision « *Afin de satisfaire au premier objectif, l'Autorité souhaite que la référence en termes de coûts ne soit plus uniquement la comptabilité de TDF, mais le modèle des coûts de télédiffusion exogène qui a été développé en concertation avec les acteurs.* »

towerCast s'interroge, dans quelle mesure l'Autorité pourrait ne pas s'appuyer sur la comptabilité de TDF et dans quelle mesure elle fera uniquement confiance à son modèle de coût pour piloter les évolutions tarifaires de TDF et quelles sont les validations préalables qu'elle souhaite conduire.

5. LA REGULATION DU MARCHÉ FM / RNT

L'ARCEP reconnaît dans son projet de décision la spécificité des radios des catégories D et E et de Radio France qui ont une vocation nationale avec des obligations ou des objectifs de couverture du territoire.

Comme sur le marché TNT, les obligations de couverture du territoire en mode FM imposées à Radio France sont similaires à celles en vigueur pour l'ensemble des opérateurs de multiplexe TNT. Ceci impose le recours aux sites importants régionaux de TDF situés en dehors des centres urbains. Ces sites sont non répliquables tant en FM qu'en TNT. Par ailleurs, l'exemple du différend sur le site d'Annecy Belvédère démontre qu'il existe également des sites FM situés sur des emplacements exceptionnels non répliquables également en Radio.

La planification FM actuelle ne permet pas d'accorder systématiquement aux radios FM privées des fréquences leur permettant d'assurer la couverture du territoire même si les radios privées à vocation nationale ou régionale aimeraient étendre leur couverture au-delà des seuls centres urbains. Cependant le CSA a réussi à dégager des fréquences FM dédiées aux radios FM privées pour une dizaine de sites TDF régionaux importants leur permettant d'assurer la couverture du territoire.

Néanmoins, l'Autorité ne prévoit dans son projet de décision, aucune régulation *ex ante* du marché de gros FM. L'Autorité présente l'argument suivant : « *l'ARCEP a néanmoins estimé que la diffusion de la radio par voie hertzienne terrestre analogique ayant vocation à être remplacée par un mode de diffusion numérique (la RNT), il n'apparaissait pas utile de mettre en place une régulation des services existants* ». towerCast est en total désaccord avec cet argument.

L'ARCEP reprend ainsi l'analyse faite pour la télévision analogique en 2006, marché qui n'avait fait l'objet d'aucune régulation *ex ante* : l'ARCEP considérait en effet que la télévision analogique était appelée à s'éteindre à horizon 2012 (une orientation avait été en effet fixée par l'Europe et une date entérinée par le gouvernement français en 2009) et qu'il n'était ainsi pas envisageable pour un opérateur technique de diffusion (autre que TDF) de se positionner sur le marché de la télévision analogique, compte tenu de la du-

rée d'amortissement des équipements (cf. décision ARCEP 06-0161 : « *Typiquement, les investissements en équipements pour la diffusion en mode analogique s'amortissent sur au moins 10 ans, parfois 15 ans voire 20 ans. Il semble ainsi que l'horizon de l'extinction de la télévision analogique terrestre ne permette pas à un opérateur qui souhaiterait se positionner sur le segment de la diffusion hertziennne terrestre en mode analogique de rentabiliser ses investissements. Un plan d'affaires fondé sur une activité de diffusion de télévision analogique peut donc sembler difficilement viable.* »).

La situation actuelle du marché de la radio analogique est bien différente de celui de la télévision analogique en 2006 :

- Un taux d'équipement FM très élevé (150 millions de récepteurs analogiques) et une offre de radio très importante dans les zones urbaines garantissant l'attractivité de la plateforme FM rendant difficile toute migration vers une autre plateforme.
- De nouvelles fréquences FM attribuées par le CSA encore très récemment confirmant le dynamisme du marché FM (Le plan CSA FM+ a permis de mettre en service 1000 nouvelles fréquences FM entre janvier 2006 et octobre 2011 dont 305 fréquences sur la seule année 2011 soit 15% de fréquences en plus en l'espace de 5 ans).
- Aucune date ferme d'extinction de la FM n'est arrêtée en Europe et aucun pays en Europe ayant déjà lancé la RNT, il y a plusieurs années, n'a prévu d'arrêt de la FM à horizon plusieurs années, tant que le taux d'initialisation ne dépassera pas le seuil des 50% ; pire certains pays nordiques ont réduit depuis la couverture de leur service de radio numérique. L'Autorité de la concurrence dans son avis 09-A-09 du 17 avril 2009 considérait au sujet de la télévision analogique : « *Bien évidemment, si l'extinction programmée de la télévision analogique devait être substantiellement repoussée, la question de la prise en compte de la diffusion en mode analogique dans le marché « régula*ble » devrait être reconsidérée ». Cette affirmation montre à quel point l'extinction programmée d'un service est déterminante dans le fait de réguler ou non, de manière *ex ante*, un marché.
- Des opérateurs concurrents de TDF dont towerCast continuent à investir actuellement dans la FM pour concurrencer TDF, contrairement à la situation du marché TV analogique en 2006.

Dans le cadre de sa décision de 2006 (n°06-0160), l'ARCEP avait indiqué que la Commission européenne invitait l'ARCEP « à surveiller de près, notamment dans le cadre du prochain appel d'offres organisé par Radio France pour la diffusion, l'évolution des conditions concurrentielles dans ce marché et plus particulièrement en ce qui concerne [les sites de TDF] éventuellement non répliquables ». L'ARCEP concluait alors : « *L'Autorité s'efforcera donc de tenir le plus grand compte de ce commentaire en mettant sous surveillance le marché de gros des services de diffusion de radio en mode FM.* »

6 ans plus tard, TDF capte toujours plus de 94% de part de marché de Radio France.

towerCast a développé dans le cadre de sa réponse à la consultation Bilan et Perspectives toute l'analyse de marché permettant de justifier une régulation *ex ante* du marché de gros FM à minima pour les sites importants de TDF permettant aux radios d'assurer la

couverture du territoire tout comme en télévision. towerCast considère cette analyse parfaitement légitime et supportée d'ailleurs par plusieurs groupes Radio.

La RNT permettra également à un nombre plus importants d'éditeurs publics et privés d'assurer la couverture du territoire en plus de la couverture des bassins de populations.

Aussi, pour la RNT, il est indispensable d'avoir accès aux sites TDF importants. En effet, comme c'est le cas en FM pour RADIO FRANCE, la planification RNT permettra et imposera en pratique d'utiliser les sites importants de TDF afin d'avoir une couverture du territoire beaucoup plus satisfaisante qu'en mode FM. Ces sites importants une fois en service serviront de nœuds de transport pour alimenter l'ensemble des émetteurs d'une même plaque iso fréquence.

Ainsi le marché RNT deviendra un marché très similaire au marché TNT actuel, et la régulation ex ante du marché RNT deviendra nécessaire en particulier pour les sites TDF importants non répliquables. L'absence de la régulation ex ante sur le marché RNT viendrait complexifier voire rendre impossible l'émergence d'un modèle économique.

Dans sa décision de 2009 n°0484, l'Autorité avait considéré dans un premier temps que *« Sur la base des éléments d'informations dont elle disposait alors, l'Autorité avait considéré que le réseau de diffusion de la RNT pourrait s'appuyer pour une part significative sur le réseau existant de diffusion de la TNT, et que, dès lors, les offres de gros de diffusion correspondantes seraient substituables entre elles. C'est donc sur un périmètre de marché pertinent incluant la RNT que l'ARCEP a saisi pour avis, le 25 février 2009, l'Autorité de la concurrence, qui a approuvé cette démarche, et le Conseil supérieur de l'audiovisuel »*. Le CSA dans son avis en date du 7 avril 2009 avait alors indiqué *« que la couverture des zones du premier appel à candidatures RNT peut être assurée par des sites FM existants ou exploités par différents diffuseurs. »* L'ARCEP avait alors révisé son jugement et indiqué : *« L'ensemble de ces données, et plus particulièrement celles relatives à l'architecture du réseau envisagée par les différents acteurs de la RNT, ont donc conduit l'ARCEP à revoir son appréciation initiale. »*

Les allotissements RNT planifiés désormais par le CSA en 2012 (appel à candidature en cours) en bande III imposent en pratique l'utilisation des sites importants de TDF, mutualisant par ailleurs TNT et FM ; pour assurer la couverture du territoire imposée par ces allotissements.

A ce titre, il faut souligner les réponses à la consultation de l'Autorité, de Radio France et du Syndicat National des Radios Libres :

- **SNRL** : *« C'est au travers de la planification SFN qu'apparaît la criticité du réseau TV historique ex-Canal+. Au moins 4 des multiplexes DAB/DAB+/DMB sont planifiés sur la couverture de Canal+ analogique, elle-même basée sur le réseau de sites de forte puissance de TDF. Il faut rappeler que c'est au travers de la conversion d'un allotissement DVB du plan de Genève 2006 que sont planifiés quatre multiplexes DAB/DAB+/DMB contigus.*

A titre d'exemple, le cas de la planification de la couverture du Poitou-Charentes est représentatif. Sans le site TDF de Niort Maisonnais, il est impossible de con-

cevoir une plaque SFN assurant la couverture territoriale et le décrochage local au nord et au sud de la Région.

Sans régulation, il n'est sûr que certains sites de la TNT, en particulier les sites principaux hébergeant des antennes ex-CANAL+, soient utilisables pour couvrir de manière plus efficace certaines zones en RNT. En l'absence d'accès à ces infrastructures, les diffuseurs alternatifs pourraient donc être contraints de multiplier le nombre de sites de moindre hauteur pour assurer une couverture similaire, en supportant par ailleurs des coûts et des délais supérieurs. »

- **Radio France** : « Le choix de la bande III de fréquences, précédemment réservée à la diffusion analogique de Canal +, placera de fait le propriétaire des sites d'émission qui diffusaient les programmes de cette chaîne en position d'interlocuteur incontournable. En l'absence d'une possibilité d'accès à ces sites pour les concurrents de l'opérateur historique TDF, c'est un renforcement de la position déjà dominante de cet opérateur qui surviendra à nouveau, interdisant l'émergence d'un réel prix de marché. Une telle rente de situation viendrait, une nouvelle fois, grever le budget des opérateurs audiovisuels au moment même de financer leur transition vers le tout numérique. »

Ces mêmes sites régionaux importants sont également utilisés pour la diffusion de la TNT et la diffusion en mode FM des programmes de Radio France et lorsque cela est possible des programmes de certaines radios privées à vocation nationale ou régionale. Entre 900 et 1000 sites TDF TNT servent également à diffuser la FM.

towerCast se permet également d'insister à nouveau sur le fait que sur les sites non répliquables, TDF, exploitant non seulement l'activité TNT mais également l'activité FM, peut ainsi bénéficier d'économies d'échelle tant sur ses investissements que sur ses coûts d'exploitation. Le marché FM n'étant pas régulé, TDF bénéficie ainsi mécaniquement d'une structure de coût beaucoup plus mutualisée que celle d'un opérateur alternatif.

Aussi, le maintien du positionnement de towerCast en TNT, passe inévitablement par le développement de son activité de diffusion Radios FM et RNT sur les sites TDF, principalement ceux qui restent non répliquables y compris sur ces marchés.

Aussi towerCast demande que l'ARCEP:

- Confirme l'analyse de marché proposée par towerCast dans sa réponse,
- Confirme la nécessité d'une régulation *ex-ante* en reprenant certains des éléments développés par towerCast.

6. ANNEXES

Annexe 1 : note cosignée par les différents opérateurs alternatifs concernant la liste des sites non répliquables.